

Problèmes du pacifisme politique

Stefan Padberg

Le débat public en Allemagne tourne actuellement et se renforce autour de la question de savoir si l'Allemagne dût livrer des armes lourdes à l'Ukraine. Si l'on fait une fois abstraction des dérailements émotionnels (« Celui qui ne veut pas livrer d'armements lourds à l'Ukraine, participe au meurtre du peuple ukrainien »), les partisans sérieux justifient cette décision par le fait que la Russie ne doit pas gagner cette guerre et que l'Ukraine ne doit pas la perdre.

Ce que cela est censé exactement vouloir dire, n'est pas clair. Est-ce qu'ils pensent que des troupes russes doivent se retirer derrière les frontières qu'elles ont franchies le 24 février dernier de cette année ? Ou bien est-ce qu'ils pensent que l'Ukraine dans son entier (incluant donc la Crimée et le Donbass) doit être abandonnée à son sort ?

Une position opposée dans le débat public conseille la prudence en matière de livraisons d'armes, tout particulièrement avec des armements lourds. Le danger est grand, selon celle-ci, que nous fussions attirés dans une dynamique d'escalade à l'issue de laquelle se trouve la guerre nucléaire.

Quand bien même il soit difficile à cette position d'apporter des arguments qui puissent être opérationnels dans les débats (par exemple : où se trouve la ligne rouge à ne pas franchir ? ; rien que le renvoi à l'existence d'une telle ligne rouge, n'aidant en rien à la décision) elle répond d'un malaise dans l'opinion publique allemande, qui a des racines historiques justifiées.

Pacifisme en tant qu'attitude individuelle de base

La mémoire collective de la population allemande comme celle de la population européenne tend à penser que la guerre est terrible et que son prix — les nombreuses destructions, blessures et traumatismes — sont beaucoup trop élevés. Paradoxalement, c'est généralement ce que l'on veut protéger qui est détruit. La négociation d'intérêts contradictoires aboutit généralement à de meilleurs résultats.

Un résultat de cette expérience traumatique collectivement partagée, c'est qu'il y a en Allemagne, comme aussi dans de nombreux autres états européens, le droit à l'objection de conscience. Il est reconnu qu'il puisse exister des raisons de conscience morale qui conduisent à refuser le service militaire — même en cas de défense ! Ceci est une grande conquête relevant des droits de l'Homme qui n'a pas le droit d'être oubliée.

On devrait rappeler cela au gouvernement ukrainien, qui ne semble pas reconnaître ce droit, car il y a un nombre considérable d'hommes ukrainiens qui se soustraient au service militaire en s'enfuyant à l'étranger ou en ne quittant pas le pays, bien qu'ils refusent l'invasion.

Le pacifisme comme stratégie politique

Il faut distinguer de cela le pacifisme politique. Son but était, et est toujours, d'ancrer structurellement une absence de violence, par exemple par le désarmement, la conversion d'armement ou des concepts de défense civile non-violents. Dans la RFA ouest-allemande, le pacifisme politique a nettement fait son apparition en Allemagne, tout d'abord dans les campagnes pour une Allemagne entièrement neutre, puis dans celles contre le réarmement de la RFA, dans le mouvement de la marche de Pâques et enfin dans le mouvement pour la paix des années 1980 contre la double résolution de l'OTAN. Ici se révélait dans des parties de l'opinion publique allemande une relation avec la menace de l'URSS d'alors qui est compréhensible du fait qu'une guerre d'agression sanguinaire avait été déclenchée de la part de l'Allemagne quelques années auparavant seulement. « Plus jamais de guerre ! » signifiait donc pour de nombreux Allemands qu'aucune menace militaire ne doit désormais plus émaner de notre pays. Les refus du réarmement et de l'exportation d'armes étaient ainsi vus comme une conséquence logique.

La synthèse politique de l'intégration ouest-allemande, initiée par le gouvernement ouest-allemand Adenauer, d'avec le pacifisme, soutenu par des parties de l'opinion publique ouest-allemande, fut ensuite la politique de détente de Willy Brandt et de Egon Bahr, dans laquelle, quand on y regarde de plus près, des offres dans le domaine de la collaboration économique étaient combinées avec des exigences en contreparties envers des améliorations dans le respect des droits de l'homme. Ce *do ut des* [en gros, le "donnant, donnant"; *ndt*] de la politique de détente, eut lieu sur l'arrière-plan du pat atomique en Europe, lors duquel l'Allemagne, en cas d'affrontement atomique, eût été renvoyée à l'anéantissement physique. La politique de détente servit donc les intérêts nationaux de tous les Allemands, pour précisément empêcher cela.

Ce fait concret plein de bon sens ne fut que peu consciemment vécu à l'époque. Dans le discours public dominaient beaucoup plus des formes morales d'argumentation, telle que, par exemple, le slogan : « des soldats sont des assassins » ou bien la diabolisation absolue des armes et de la guerre. Que la politique de détente ne pouvait développer son efficacité que sur l'arrière-plan d'un pat atomique, cela n'était guère populaire dans le pacifisme politique.

La peur devant la Russie dans l'est de l'Europe

Les jeunes démocraties de l'est européen étaient dans une toute autre situation au moment où, après l'effondrement de l'Union soviétique, elles se retrouvaient en face d'une Russie par laquelle elle se sentait menacée. Je voudrais rappeler ici le fait peu connu qu'en février 1990 déjà, alors que le gouvernement Clinton était directement en fonction, des délégations de la Pologne de la Tchécoslovaquie et de la Hongrie adressèrent une requête à Washington en vue d'une protection contre la Russie. Elles ont alors clairement évoqué l'adhésion à l'OTAN (Sarotte 2019), alors que Kohl et Genscher négociaient encore l'unification avec Gorbatchev et se demandaient si, à l'avenir, le territoire de l'ex-RDA devait rester en dehors de l'OTAN.

L'ambassadrice polonaise de l'époque à Moscou, et actuelle directrice de l'institut polonais "Strategie 2050", Katarzyna Pełczyńska-Nałęcz, se souvient :

"Après la chute du communisme deux buts déterminèrent notre navigation dans le monde :

But 1 : Rattachement au monde occidental, transatlantique (OTAN) et intégration européenne (UE) comme base d'une sécurité durable pour la Pologne et développement civilisateur. (...)

But 2 : Édifier l'Ouest à l'Est, c'est-à-dire tout faire pour que l'Ukraine et la Biélorussie, après nous, adhèrent à l'UE et à l'OTAN (Pełczyńska-Nałęcz 2022)

Ici se trouve une racine largement passée inaperçue de l'élargissement de l'OTAN vers l'Est, pour préciser, une racine profondément ancrée dans la peur de l'Est-européen face à la Russie. Dans la citation suivante de Piotr Augustyniak, ceci devient bien perceptible :

« Personne d'autre que l'Allemagne nazie ne nous a causé tant de souffrances. Sauf que l'Allemagne a été vaincue, s'est repentie, s'est excusée et a radicalement changé. Sympathiser avec le nazisme est une infraction punissable en Allemagne et ce n'est pas socialement acceptable. Mais la Russie ? La Russie a tout juste condescendu à retirer ses troupes de Pologne, et cela presque par pure pitié. Elle s'est retirée parce qu'elle y a été contrainte, mais elle ne l'a jamais accepté. Elle continue à cultiver ses prétentions impériales. Elle ne peut et ne veut pas se transformer. Le culte de Staline est aujourd'hui une vertu en Russie. La Russie fait du surplace sur le plan mental. Elle reste dans sa nature, ce qu'elle était. Et elle le veut ainsi. Elle ne se rend pas, ne sollicite pas pardon, et elle n'a pas travaillé sur soi. Cela ne vaut assurément pas pour tous les Russes. Mais cela vaut pourtant pour le souvenir et l'identité russes collectifs. La Russie impériale et agressive est toujours et encore une réalité et Poutine n'en est que son visage. » (Augustyniak 2022)

L'impression qui me vient à l'esprit c'est que tant que la Russie n'aura pas fait un véritable travail de mémoire sur son passé impérialiste, le scepticisme, la vigilance et la peur à l'égard des ambitions de la Russie en Europe de l'Est et dans les pays baltes, ne diminueront pas.

La tradition allemande du borgne ?

Une partie de l'opinion publique allemande a étonnamment du mal à comprendre la vision des Ukrainiens et des Européens de l'Est. Dans la perspective géopolitique de nombreux responsables allemands de la politique étrangère, la Russie semble être l'état voisin décisif. Le souhait marqué de prendre en compte la sensibilité de Poutine dans le dimensionnement de l'aide militaire propre à l'Ukraine est un indice fort de l'attachement à la Russie qui persiste dans une partie de l'opinion publique allemande, malgré tous les drapeaux jaunes et bleus et les déclarations de solidarité.

Du côté russe, cela correspond à une forte fixation sur l'Allemagne, visible dans la politique occidentale de Mikhaïl Gorbatchev et de Vladimir Poutine. Comme l'a expliqué Gerd Koenen, il s'agit d'une constante dans les relations germano-russes, qui est bien plus profondément ancrée dans nos cultures respectives que nous n'en avons généralement conscience (Koenen 2019).

Un tournant dans les relations avec l'Europe de l'Est

Il est tout à fait normal que cette position soit mise à l'épreuve. Mais cela se fait actuellement de manière moralisatrice. Ce qui est nécessaire, c'est un débat rationnel de politique réelle sur notre intérêt national en relation avec nos partenaires européens.

Assurément le déclenchement d'une guerre atomique n'est pas comme avant dans l'intérêt de l'Allemagne et de l'Europe, mais une défaite de l'armée ukrainienne ne l'est pas non plus. Dans le débat moralement échauffé entre "faucons militaires" et "colombes pacifistes", les processus de pondération nécessaires sont bien difficiles pour l'élite politique en Allemagne, précisément à cause de la tradition anti-militariste de la société allemande de l'après-guerre. Les hésitations déclinées de ce fait mènent à l'étranger à des irritations et appellent le soupçon que l'Allemagne emprunte de nouveau une voie à part, et donc exactement l'impression que la politique extérieure allemande veut éviter en tout cas.

Il est vrai que l'Allemagne ne devrait pas faire cavalier seul. C'est l'une des leçons importantes du passé, notamment parce qu'en tant que plus grand pays au centre de l'Europe, nous avons tout particulièrement besoin d'entretenir des relations amicales avec les peuples voisins. Tous les gouvernements allemands l'ont toujours souligné à juste titre.

Néanmoins, après l'euphorie initiale, les relations avec les petits pays d'Europe de l'Est se sont sensiblement refroidies après 2000. L'initiative du "Triangle de Weimar", une consultation régulière au niveau gouvernemental entre la France, l'Allemagne et la Pologne, s'est plus ou moins endormie. Les échanges culturels entre l'Allemagne et la Pologne se situent à un niveau très bas, comparé par exemple au partenariat culturel franco-allemand. Le changement d'époque annoncé serait urgent dans les relations germano-polonaises et germano-tchèques. Elles devraient avoir exactement la même valeur en politique étrangère que l'importante et très célèbre amitié franco-allemande.

Devant l'arrière-plan de ces réflexions, les thèses ci-après sont à lire.

Littérature

Augustyniak, Piotr (2022) : *Aufzeichnungen in Zeiten des Kriegs [Notes en temps de guerre]* — Dialog Forum , 16.03.2022, <https://forumdialog.eu/2022/03/16/aufzeichnungen-in-zeiten-des-krieges/>

Koenen, Gerd (2019) : *Der Russland-Komplex. Die Deutschen und der Osten 1900-1945 [Le complexe russe. Les Allemands et l'Est 1900-1945]* 2^{ème} édition, C.H. Beck 2019

Pełczyńska-Nałęcz, Katarzyna (2022) : *Der Krieg ist schon da. Der Westen muss das erkennen [La guerre est déjà là. L'Ouest doit le reconnaître]*, wyborcza.pl, 23.06.2022, <https://wyborcza.pl/7,75968,28615350,wojna-juz-tu-jest-zachod-music-to-przyjac-di-wiadomosci.html>

Sarotte, M. E. (2019) : *The Convincing Call from Central Europe : Let Us Into NATO [L'appel convaincant de l'Europe centrale : Laissez-nous entrer dans l'OTAN]*, **Foreign Affairs**, 2019, <https://www.foreignaffairs.com/articles/2019-03-12/convincing-call-central-europe-europe-let-us-nato/>

Thèses pour

un nouvel ordre institutionnel de l'Europe¹

Stefan Padberg

L'agression sur l'Ukraine a déclenché des tensions et des déplacements dans la tectonique géopolitique, au centre de laquelle se trouvent les tensions militaires entre la Russie et des états de l'Est et du Nord de l'Europe, dont le déroulement et l'issue ne sont pas du tout visibles. Pour le projet de paix de l'Union Européenne, des exigences grandissent de ce fait dans le domaine de l'identité et de l'édification institutionnelle, que l'on peut décrire comme amorçant un "Tournant d'époque européen". Avec les thèses qui suivent, j'éclaire le positionnement du problème et je présente — sur l'arrière-plan de mes expériences en politique européenne — une proposition de la manière dont l'UE pourrait être institutionnellement repositionnée.

1 Avec la création de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA), les états, qui avaient mené des guerres sanglantes les uns contre les autres, ont décidé d'abandonner cette voie et de se concentrer sur la négociation des intérêts conflictuels et la coopération. À cette occasion, il était clair pour tous qu'ensemble, qu'on obtiendrait plus, par le dialogue et le compromis, que chacun seul pour soi. Un nationalisme agressif passait dès lors pour quelque chose devant être surmonté par la culture et les institutions.

Partant de la connaissance que les oppositions économiques avaient été la raison principale des guerres européennes au 20^{ème} siècle, l'idée naquit d'un marché commun (Ouest-européen). L'intégration économique s'est faite progressivement par le biais de processus soigneusement négociés, dans le cadre desquels les souverainetés nationales ont été combinées au sein des institutions au niveau européen.

2 Après la dissolution de l'Union soviétique les pays Est-européens et les États baltes ont réacquis leur souveraineté nationale et se sont résolument rapprochés de l'UE et de l'OTAN. Il s'agissait pour eux, dès le début, non seulement d'une intégration économique, mais encore de sécurité devant les revendications de l'impérialisme russe. Au contraire de l'Allemagne, le travail de mémoire sur le passé stalinien et impérial dans la Russie des années-Eltsine n'a été entrepris qu'à contre-cœur. Sous Poutine il fut pratiquement mis à l'arrêt et au lieu de cela la tradition impériale tsariste et stalinienne fut ranimée, ce qui déclencha les « sirènes d'alerte » de l'ensemble des pays voisins situés à l'Ouest de la Russie.

Les états Est-européens et baltes s'orientent encore fortement actuellement sur leur indépendances nationales et ne trouvent aucun agrément dans une intégration politique plus forte à l'UE. Ceci vaut aussi pour les états désireux d'entrer dans l'UE, tels

1 Il s'agit d'une version retravaillée d'un article paru dans *Demokratie* 2/2022, p.22.

que l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie. L'entrée de l'Ukraine dans l'UE renforcerait particulièrement la tendance amorcée par celle-ci d'une indépendance nationale.

La sécurisation de la paix vers l'extérieur, avant tout vis-à-vis de la Russie, deviendrait une exigence nouvelle du projet de paix de l'UE par l'élargissement vers l'Est. Or cette exigence inaperçue est devenue, presque contre sa volonté, un facteur géopolitique en Europe et au-delà.

3 La base vertueuse et la structure institutionnelle de l'UE ne sont pas préparées à cela, car l'Union Européenne, comme avant et en premier lieu, se voit comme une communauté économique avec certaines intentions politiques d'intégration et non pas comme une alliance défensive. Pour la garantie de la sécurité, il n'est pas nécessaire de reprendre les *Acquis communautaires* obtenus au cours d'un processus complexe de règles et de dispositions d'adhésion. La question se pose de savoir si sans cet acquis, on peut être un Européen.

Or une telle question s'avère extrêmement importante pour les candidats à l'adhésion qui jusqu'à présent se trouvent dans la file d'attente déjà depuis de nombreuses années. Leur déception face à la lenteur du processus d'adhésion les éloigne lentement de l'UE et ouvre des possibilités de diversion pour la Russie et la Chine. Ici il est urgent d'avoir une autre impulsion.

4 Dans les questions de sécurité la grande gagnante est l'OTAN. L'équilibre avec la Russie sur le chemin des négociations semble tout d'abord avoir échoué. En même temps, il se révèle que la sécurité en Europe n'est possible que si les USA maintiennent leur bouclier nucléaire. La proposition de la France d'une « autonomie de stratégie » en alternative à une OTAN « en mort cérébrale » (selon le président Macron 2019) est passée à l'arrière-plan.

Au lieu de cela, l'OTAN agit avec une plus grande circonspection et efficacité, de sorte qu'elle a gagné de la considération en Europe. L'adhésion de la Suède et de la Finlande renforce une fois de plus le caractère de l'OTAN comme une alliance défensive des pays démocratiques. L'OTAN et l'UE entrent en « co-incidence », l'OTAN agit aujourd'hui presque à l'instar du bras armé de l'UE.

5 En même temps, l'OTAN n'a pas de solution pour toutes les questions importantes de sécurité en Europe. L'UE recherche depuis longtemps déjà des moyens qui lui permettraient communautairement d'assurer, par exemple, la protection de ses frontières extérieures et un traitement correct conformes aux droits de l'Homme des réfugiés qu'elle accueille.

En outre la question demeure sans réponse quant à ce qui se passerait si, lors des prochaines élections aux USA, quelqu'un, avec un programme analogue à celui de Donald Trump, était de nouveau élu. Comment la tension institutionnelle peut-elle être résolue entre la nécessité d'une réponse européenne à ces questions importantes de sécurité et la compétence des 27 gouvernements, actuellement — à l'avenir 30 ou plus — qui doivent encore s'accorder en respectant le principe de l'unanimité.

6 L'intégration « horizontale » de plus en plus d'états mènera à une immobilité verticale par empilement des processus décisionnels. Dans le même temps, le renforcement de l'intégration « verticale », telle qu'il s'annonce directe-

ment par la réforme engagée par la « conférence sur l'avenir de l'Europe » devrait conduire à une perte de souveraineté des petits états membres. La question c'est donc de savoir si l'UE dût être pensée avec divers niveaux ou degrés d'intégration :

Communauté de valeur et communauté de sécurité

Tous les états européens qui partagent des valeurs communes (droits de l'Homme, démocratie et caractères de l'état de droit), peuvent devenir membres d'une communauté de valeurs et de sécurité européenne. La seule condition serait qu'ils se soumettent à la Cour européenne des droits de l'homme pour les questions juridiques. Ils couvrent leur obligation d'assistance par l'OTAN et s'organisent dans ce cadre en tant que « piliers européens » de l'OTAN.

Marché commun 2.0

Tous les états européens qui sont des membres de la communauté de valeurs et de sécurité peuvent participer à un marché commun — qui est à réformer ! Celui-ci garantirait l'échange des produits et des services, ainsi que la libre circulation en Europe, mais il devrait cependant permettre, à la différence du marché commun existant actuellement, des règles de protection écologiques et sociales ainsi que la régulation des importations de capitaux pour soutenir les économies plus faibles, afin d'empêcher que les nouveaux états membres, sous la pression de concurrence des industries hautement effectives des anciens états membres, se trouvent en situation de ruine économique.

Le marché commun réformé n'aurait plus pour but d'établir partout dans son domaine monétaire, l'Euro comme moyen de paiement. L'Euro était dès le début un projet politique pour éveiller le besoin vers plus d'intégration et induire l'élément institutionnel. Les récusations institutionnelles, qui sont apparues avec le surmontement de la crise de l'Euro, ont montré qu'une intégration plus forte des institutions et des politiques est nécessaire, pour manipuler une monnaie commune.

Dans un tel marché commun réformé, de nouveaux pays peuvent s'intégrer sous des conditions plus rapides, possiblement en un laps de temps de quelques années.

Une Europe intégrée

Tous les états, qui prennent part au marché commun, peuvent participer à une communauté renforcée de domaines politique différents. L'Euro, la monnaie commune, ne serait possible que pour des pays qui veulent collaborer à édifier cette structure de communauté renforcée, car elle requiert au bout du compte une forte coordination dans le domaine des politiques bancaires, financières, économiques et fiscales. Un Parlement commun et un gouvernement commun pour les intérêts communs, la politique de sécurité commune intérieure et extérieure, des frontières intérieurs ouvertes ainsi qu'une coopération renforcées dans les domaines policiers et militaires seraient conciliables dans le cadre d'une Constitution démocratique européenne. Décentralisation et revalorisation des régions et communes sont des objectifs constitutionnels à ancrer dans cette Constitution.

Une telle Constitution serait élaborée par une convention citoyenne européenne et entrer en vigueur par un référendum européen. Des états où cette Constitution ne serait pas acceptée, demeureraient dans le marché commun, mais il est vrai sans l'Euro. Ceci vaudrait aussi fondamentalement pour des états qui voudraient quitter de nouveau la zone d'intégration.

Un Europe intégrée de cette manière pourrait ensuite devenir un point d'attraction pour d'autres états dans un marché commun qui s'élargirait ainsi peu à peu.

Accords d'associations loyaux

D'autres pays, qui ne sont pas membres de la communauté de valeurs et de sécurité, pourrait avoir un accès au marché commun, comme c'est déjà le cas à présent, par des contrats d'associations spéciaux qui ont été établis. Les contrats associatifs doivent pareillement renfermer des clauses écologiques et de protection sociale.

7 Avec une telle construction institutionnelle, on pourrait rapidement accepter de nouveaux états sans leur imposer des processus de réforme laborieux. La collaboration économique pourrait les développer paisiblement et serait plus attractive dans l'ensemble, puisque le nouveau marché commun serait libéré de ses dysfonctionnements néo-libéraux.

À une évolution politique éloignée des valeurs communautaires européennes (comme actuellement en Pologne et en Hongrie) on pourrait réagir sans problème, par suspension ou bien dans un cas extrême par exclusion. Une intégration politique serait un projet personnel pour les pays membres qui le souhaiteraient. Elle ne pourrait pas être bloquée ou par d'autres pays hostiles à l'intégration.

L'Europe intégrée deviendrait un facteur d'autorité à l'intérieur du marché commun à l'intérieur de l'union des valeurs et de la sécurité. Cela protégerait l'ensemble des valeurs communes de l'Europe et ce ferait valoir de plus en plus fortement dans le monde.

Une Russie post-Poutine pourrait être sans problème une partie à cette architecture institutionnelle, tout d'abord par des accords d'association et plus tard — lorsqu'une évolution démocratique stable sera reconnaissable dans la Fédération russe — aussi par l'acceptation de l'union de sécurité et de valeurs communes et finalement, au marché commun.

Une Europe démocratique, respectant l'état de droit, sociale, écologique, édifée sur l'idée de la liberté et de la multiplicité dotée d'accords de commerce extérieur loyaux pourrait servir d'inspiratrice dans d'autres régions du monde.

Sozialimpulse 2/2022.

(Traduction Daniel Kmiecik)

Stefan Padberg, Dans les années 1970 et 1980, ce sont des années d'engagement politique à Fribourg en Brisgau, dans le cadre de l'Anti-AKW, le mouvement antinucléaire en Allemagne et d'autres mouvements de base. Puis des études à Hambourg, sur les techniques de transmission, réglementation et d'information. En 1982-87, ingénieur de développement dans l'automatisation des équipements navals. Réorientation professionnelle à Wuppertal, formation de thérapeute social et travail dans un établissement de soins post-psychiatriques, 1993-2012. Qualification additionnelle en pédagogie Waldorf et enseignement sur l'information 2002-2007. Depuis 2012, il exerce une profession indépendante et est actif comme programmeur du Web. Depuis 1998 ; il est actif pour *Mehr Demokratie e.V.*, modérateur du mouvement anti-nucléaire Europe et le monde. Depuis 2019, rédacteur de la revue *Sozialimpulse* et engagé auprès de l'Institut pour les questions sociales du présent de Stuttgart dont il est co-chargé d'affaire depuis 2020.

Contact : Stefan.padberg@sozialimpulse.de